

Enquête L'intérêt pour l'art contemporain progresse au Moyen-Orient

Malgré une instabilité politique chronique, le marché de l'art au Moyen-Orient tente de profiter d'un potentiel croissant de riches acheteurs. État des lieux

Le marché de l'art a besoin d'un socle économique fort et d'un terrain politique stable pour se développer. Des exigences que ne remplit pas vraiment la poudrière du Moyen-Orient. Les initiatives s'achoppent souvent aux aléas géopolitiques. Tel fut le cas du « Dar al-Athar al-Islamiyyah », collection d'objets islamiques formée par Cheikh Nasser du Koweït, pillée lors de l'invasion de son pays par l'Irak en 1990 et péniblement restituée par la suite.

Les pays les plus libéraux ne sont pas plus épargnés des revers. Après quinze ans de guerre civile, la reconstruction de Beyrouth avait fait de la capitale libanaise le carrefour d'un dialogue possible entre l'Est et l'Ouest. Forte de ce constat, la galeriste de Hambourg Andrée Sfeir-Semler y avait ouvert en avril 2005 une galerie d'une superficie de 1 000 m². « Le but était d'assister les artistes de la région en produisant leurs œuvres et inversement d'apporter un art de niveau très international au Moyen-Orient », indique-t-elle. Pour sa première année de fonctionnement, les ventes s'étaient effectuées pour 40 % d'entre elles auprès des locaux. Car si l'État libanais est pauvre, les particuliers se révèlent parfois très fortunés. Après avoir acheté des œuvres d'art moderne, le banquier Raymond Audi a ainsi récemment évolué vers l'art contemporain. Depuis un an, l'homme d'affaires Jimmy Traboulsi a aussi commencé à briguer des artistes du cru, ainsi Walid Raad, mais aussi Anish Kapoor ou James Turrell. D'autres parentèles, comme les familles Farès et Jabre, multiplient les achats. Bien que l'espace de Sfeir-Semler ait été épargné par les tirs de roquettes israéliennes l'été dernier, la galerie pâtit aujourd'hui de la crise économique et de la reprise des assassinats politiques, comme celui du ministre Pierre Gemayel. « Les gens se sont recroquevillés sur leurs clans. Tout l'effort de rapprochement des communautés a pratiquement voié en éclats », déplore-t-elle.

« Le seul exutoire, c'est l'art »

De l'autre côté de la frontière, le monde de l'art israélien semble rompu aux conflits. « Jusqu'à cet été, nous avions un accord de paix avec la Jordanie et l'Égypte et un statu quo avec la Syrie, rappelle le collectionneur Gil Brandes (lire ci-dessous). D'une certaine



Ahmed Moustafa, *Orbits of Praise*, 2002, huile et aquarelle sur papier, 194 x 158 cm, vendu 240 000 dollars le 24 mai 2006, Christie's, Dubaï (Émirats arabes unis).

Émirats arabes unis Dubaï mise sur l'art

Bien que pauvre en ressources naturelles, Dubaï (comme sa voisine Abou Dhabi, lire p. 3) a connu en une décennie un développement exponentiel fondé sur le tourisme et le commerce. « Dubaï a été construite avec la philosophie de "construisez et ils viendront" », précise Lisa Ball-Lechgar, rédactrice en chef de *Canvas*, magazine d'art du Moyen-Orient. D'ici à 2015, la population devrait être de 15 millions d'habitants. Dans neuf ans, le nouvel aéroport aura une capacité plus grande que ceux de Chicago et Heathrow réunis. De fait, ce carrefour commercial s'est doté d'une population à 80 % étrangère. « Il y a moins de règles à Dubaï que dans d'autres émirats. Les Occidentaux peuvent continuer à y vivre à l'occidentale, car la ville a besoin des étrangers, souligne Mehdi Ben Cheik, directeur de la galerie parisienne Itinérance. Les événements en Irak ou au Liban n'ont pas de répercussion sur la dynamique de Dubaï ».

Ce potentiel n'a pas laissé Christie's insensible. Celle-ci y a organisé le 24 mai une vente d'art contemporain générant 8,4 millions de dollars. La proportion de

vendeurs et d'acheteurs de la région s'élevait respectivement à 85 % et 53 %. Des artistes moyen-orientaux, introduits parfois pour la première fois sur le marché, ont enregistré des prix douille. *Orbits of Praise*, une œuvre de l'Égyptien Ahmed Moustafa, a même été vendue 240 000 dollars. En étendant son champ à la joaillerie, l'écurie de François Pinault mise désormais sur deux sessions de ventes annuelles. La première débutera les 31 janvier et 1^{er} février 2007. « Dubaï attire toutes les communautés du Moyen-Orient, jusqu'à l'Inde, où se trouvent beaucoup de nos clients, déclare Jussi Pylkkanen, président de Christie's Europe. Au cours de ces cinq dernières années, nous avons constaté une progression de 300 % des acheteurs du Moyen-Orient dans les ventes de bijoux et d'art moderne. » Et d'ajouter : « L'art contemporain du Moyen-Orient sera le cœur de notre activité dans les vingt années à venir à Dubaï. »

Une « Gulf Art Fair »

Les projets immobiliers intègrent aujourd'hui un volet artistique. Celui de Culture Village, dont l'ouverture est prévue en 2009 sur

quelques centaines d'hectares, prévoit ainsi un îlot pour les galeries. Ces dernières se sont pour l'heure développées dans le centre moderne, le quartier historique de Bastakiyah et la zone industrielle d'Al Quoz. C'est dans cette zone qu'a ouvert en 2005 la galerie The Third Line, spécialisée dans l'art du Moyen-Orient. Sa clientèle se compose à 60 % d'émiratis et à 40 % d'occidentaux implantés dans la région. Claudia Cellini, codirectrice de la galerie, ne néglige pas l'impact de la vente inaugurale de Christie's sur son activité. « Elle a légitimé ce que nous faisons, indique-t-elle. Nous n'avons pas eu de ventes massives par la suite, mais nos artistes ont été pris au sérieux. » Une œuvre de l'Iranien Farhad Moshiri, vendue par une entreprise iranienne, avait alors décroché 48 000 dollars, un prix largement supérieur au tarif pratiqué par la galerie.

The Third Line participera du 8 au 10 mars 2007 avec trente-sept autres galeries à la première édition de la « Gulf Art Fair » à Dubaï. Le salon a capté des enseignes internationales comme Pace Wildenstein (New York), Continua (San Gimignano, Pékin) et Baudoin Lebon (Paris). Les organisateurs misent sur 8 000 à 10 000 visiteurs. À cette occasion, des firmes locales pourraient aussi acheter des sculptures monumentales destinées à des espaces publics. Il est toutefois regrettable que l'événement n'ait pas été programmé simultanément à la Biennale de Sharjah, inaugurée le 4 avril. En terra incognita, la synergie n'est pourtant pas un luxe !

« façon, quand on est prisonnier dans son pays, sans pouvoir traverser les frontières, le seul exutoire c'est l'art. » Une philosophie non exempte de réserves. « Dès qu'il y a le moindre nuage, on observe moins d'intérêt sur le plan local, observe Shifra Shalit-Intrator, codirectrice de la galerie Dvir à Tel-Aviv. À ce moment-là, ce sont des collectionneurs étrangers qui prennent le relais. Comme il n'est pas facile, en raison des circonstances, de les faire venir en Israël, nous nous déplaçons dans les foires. Avant que nous fassions les foires, les étrangers représentaient 20 % de notre chiffre. Cela a doublé depuis. » D'après Gil Brandes, le marché de l'art global en Israël s'élève annuellement à environ 20-25 millions de dollars (15-19 millions d'euros) entre les transactions en galerie et les ventes de Christie's, initiées depuis 1994. Bien que les arts visuels ne jouissent pas d'une vraie tradition en Israël, de solides collections ont vu le jour, ainsi celle de la com-

pagnie d'assurances Phoenix, créée par Joseph Hackmey et cédée en 2002 chez Christie's. Dès les années 1960, une dizaine de collectionneurs, parmi lesquels Efraim Eilin ou Ami Brown, se sont mis à acheter de l'art israélien. À partir de 1990, d'autres ont suivi, comme l'avocat Gil Brandes ou Doron Sebbag, P.-D. G. de la société de ressources humaines O.R.S Ltd. Ces derniers combinent art israélien et international. Les choix de Doron Sebbag l'ont aussi bien dirigés vers Michal Rovner que vers Marlene Dumas ou Jack Pierson. Ses derniers achats, présentés en 2007 au Musée de Tel-Aviv, se sont portés sur Paul Pfeiffer, Paul McCarthy, John Bock et Matthew Monahan. Le boom du high-tech depuis cinq ans a aussi produit une nouvelle catégorie de jeunes collectionneurs israéliens. De là à parler d'essor du marché local, le raccourci serait hasardeux.

Roxana Azimi

Ebrahim Melamed, collectionneur iranien

La création d'un musée privé d'art contemporain en Iran relève d'une vraie gageure. Que ce projet germe dans l'esprit d'Ebrahim Melamed, jeune collectionneur de confession juive, a aussi quelque chose de cocasse quand le président de la République iranienne, Mahmoud Ahmadinejad, appelle à la destruction d'Israël ! On peut donc supposer que l'intéressé jouit d'appuis solides pour faire aboutir ce projet, prévu l'an prochain dans la zone industrielle de Karadj, au sud-ouest de Téhéran. Né dans une famille qui a fait fortune dans l'imprimerie, le packaging et les produits pharmaceutiques, Ebrahim Melamed a poursuivi des études de commerce en Suisse et aux États-Unis avant de revenir en Iran en 1994. Mais c'est dès 1993 qu'il commence à acheter des œuvres, de Sylvie Fleury mais aussi du pop art. Malgré la présence d'œuvres d'Anish Kapoor et de Tony Cragg, la collection du futur musée se concentre sur les années 2000. L'ensemble compte près d'un millier d'œuvres, acquises notamment grâce au conseil de la commissaire d'exposition française Laurence Dreyfus. Il couvre entre autres les artistes David Altmejd, Matthew Monahan, Ugo Rondinone, Barnaby Furnas, Nigel Cooke ou encore William Kentridge. Le jeune homme jouit visiblement d'un accès privilégié sur le premier marché. Il ne s'y est cependant pas fait que des amis, sa tendance à régler tardivement ses ardoises ayant irrité de nombreuses galeries... Melamed achète aussi des artistes iraniens, pour les confronter dans son lieu avec des créateurs occidentaux. Un choix proche de celui du Musée de Téhéran, inauguré en 1977. « Hormis les poètes, les artistes n'avaient jamais eu de prestige auparavant en Iran. Dans le musée, ils ont pu mettre leurs œuvres à côté de celles des grands héros contemporains », rappelle Kamran Diba, architecte du Musée de Téhéran. Melamed entend aussi convier des artistes en résidence, avec Francis Alys et Franz Ackerman comme premiers invités. La censure iranienne ne semble pas émouvoir le collectionneur. « Je ne veux pas censurer, mais il faut faire attention à ce qu'on montre, observe-t-il. On ne peut pas aborder certains sujets, tant pis. Je ne vais pas me plaindre de ne pas pouvoir montrer de pornographie ! » Reste à voir l'accueil des Iraniens face à cette structure insolite. « Les jeunes, artistes ou étudiants, ont une forte demande. Même le Musée de Téhéran, qui a actuellement une programmation médiocre, fait le plein », observe le critique d'art Tirdad Zolghadr. D'autres initiatives bruissent en secret. En marge d'une galerie commerciale comme Silk Road, des structures associatives ont vu le jour comme Azad art gallery, 13 Vanak ou encore Parkingallery. Fondée en 1998 par le photographe Amirali Ghasemi, celle-ci organisa, voilà deux ans, une exposition évocatrice des vidéastes. L'événement portait un nom éloquent : « Deeper Depression (Profonde dépression) » !

Gil Brandes lance un fonds d'investissement

Ce collectionneur israélien de 42 ans a acheté en 1990 son premier tableau, une œuvre de l'Israélien Yehuda Purbochrai. Quatre ans plus tard, alors qu'il travaille à New York, il acquiert chez Mary Boone une œuvre sur papier d'Eric Fischl, qu'il revendra quelques années plus tard. Depuis, il a constitué avec ses parents un ensemble de 1 000 œuvres, dont 800 d'artistes israéliens. « J'achète beaucoup d'œuvres que d'autres n'achèteraient pas, ce qui est logique, car nous sommes à 9 000 kilomètres du centre du marché », confie-t-il. Wolfgang Tillmans, Gary Hume et Nan Goldin forment le cœur du volet international de cet ensemble, montré depuis treize ans dans les locaux de son grand cabinet de juristes. Gil Brandes souhaite aujourd'hui lancer un fonds destiné en priorité aux investisseurs israéliens, et focalisé sur des artistes internationaux en milieu de carrière. Le fonds, qui compte lever 10 à 15 millions de dollars, pourrait procéder à ses premiers achats dès 2007.

R. A.